

Service Prévention des Risques Anthropiques  
Pôle Risques Accidentels  
2 rue Augustin-Fresnel  
BP 95038  
57071 Metz Cedex 3

METZ, le vendredi 16 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AIR LIQUIDE**

ZI du Malambas  
57280 HAUCONCOURT

Références :  
Code AIOT : 0006201347

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2022 dans l'établissement AIR LIQUIDE implanté ZI du Malambas 57280 HAUCONCOURT. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la présente visite inopinée a été de contrôler par sondage le respect du référentiel suivant :

- le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V,
- l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE
- ZI du Malambas 57280 HAUCONCOURT
- Code AIOT : 0006201347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société AIR LIQUIDE est autorisée à exploiter sur le site de HAUCONCOURT un centre de regroupement d'équipements sous pression transportables réglementé par l'arrêté préfectoral n°2005-AG-2-8 du 20 janvier 2005. À ce titre, elle est autorisée au titre des rubriques n°4715 et 4719 de la nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi en service des équipements sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Sans objet
4	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet
5	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	/	Sans objet
6	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée en objet a porté par sondage sur le suivi en service des équipements sous pressions exploités par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE sur la commune d'HAUCONCOURT.

Les constats faits par l'inspection de l'environnement n'ont pas mis en évidence de non-conformité. Aussi, il n'est pas proposé de suites administratives à Monsieur le Préfet de la Moselle.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des équipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Lors de la visite réalisée en inopinée, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des équipements sous pression de l'établissement.
<b>Observations :</b> Toutefois, l'exploitant a transmis par courriel du 5 août 2022 la liste des équipements prévue à l'article 6 susvisé. Lors de la consultation de celle-ci, l'Inspection a constaté des erreurs de saisie concernant les dates de dernières inspections périodiques du réservoir d'air comprimé n°953 et du réchauffeur atmosphérique n°2233-2-10. Il conviendra que l'exploitant s'assure de la conformité de l'ensemble des dates présentes dans le document.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...] III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
<b>Constats :</b> Lors de la visite inopinée, l'exploitant n'a pas pu présenter le dernier rapport d'inspection périodique du compresseur d'air fabriqué par ATLAS CORPO en 1990, numéro de fabrication 953, PS 20 bars, V 1500 l.
<b>Observations :</b> Toutefois, suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 5 août 2022 le rapport référencé 4-123489 relatif à l'inspection périodique du 10 septembre 2020 réalisé par l'APAVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyl (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>[...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter le dernier compte rendu de requalification périodique du compresseur d'air fabriqué par ATLAS CORPO en 1990, numéro de fabrication 953, PS 20 bars, V 1500 l.
<b>Observations :</b> Toutefois, suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 5 août 2022 le rapport n°4-98751 relatif à la requalification périodique du 8 décembre 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. [...] Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'une soupape à 10 bars sur le compresseur d'air fabriqué par la société ATLAS CORPO en 1990, numéro de fabrication 953, PS 20 bars, V 1500 l. La soupape dispose d'un marquage CE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Etat des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
<b>Constats :</b> Aucune trace de déformation ni de fuite sur les équipements suivants : - compresseur d'air fabriqué par ATLAS CORPO en 1990, numéro de fabrication 953, PS 20 bars, V 1500 l ; - réchauffeur atmosphérique dits "HP" fabriqué par cryoquip en 2004, numéro de fabrication 2233-2-10, PS 360 bars, V 7l
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet